

Le non des Grecs : début de la fin pour Bruxelles, l'euro, et la toute puissance des banques ?

écrit par Christine Tasin | 5 juillet 2015



La situation en Grèce est catastrophique et les Grecs ont depuis longtemps mangé leur pain blanc mais ils ont pris la seule possibilité qui leur restait de repartir de zéro, de retrousser leurs bras de chemises et d'avoir ainsi une petite chance de sauver leurs retraités -et les jeunes qui dépendent de ces derniers- de la famine et leur peuple de la sujétion.

Quoi qu'il arrive dorénavant, le 5 juillet 2015 sera, comme le 11 septembre 2001, le début d'une nouvelle ère.

La question posée au referendum aujourd'hui était :

«Faut-il accepter le plan d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) lors de l'Eurogroupe du 25 juin, qui est composé de deux parties: Réformes pour l'achèvement du programme en cours et au delà [en anglais dans le texte sur les bulletins, ndlr] et Analyse préliminaire de la soutenabilité de la dette [en anglais dans le texte sur les

bulletins, ndlr.

Le référendum vise à accepter ou repousser la dernière proposition des créanciers de la Grèce sur de nouvelles mesures d'austérité, en échange d'une prolongation de leur soutien financier jusqu'en novembre, pour un total de 12 milliards d'euros de la part des Européens, plus un versement de 3,5 milliards d'euros du FMI. Ces propositions ont été rejetées par le gouvernement grec.

L'objectif du gouvernement grec est, en cas de victoire du non, de renforcer «le pouvoir de négociation» d'Athènes vis-à-vis des créanciers et de conclure «un meilleur accord» avec eux dans «le cadre de la zone euro». Une victoire du oui pourrait mettre en cause la légitimité du gouvernement: le ministre des Finances [Yanis Varoufakis](#) a déjà prévenu qu'il [démissionnerait](#) si le oui l'emporte.

Les créanciers, qui ont multiplié les appels à voter oui, assurent qu'un non signifierait le rejet de l'euro, ou au moins un saut dans l'inconnu pour les relations entre la Grèce et la zone euro.

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/07/05/20002-20150705ARTFIG00025-referendum-en-grece-comprendre-la-situation-et-les-enjeux.php>

Trois scénarios possibles :

- Le Premier : Tsipras utilise le referendum pour peser dans les négociations avec Bruxelles et le FMI en faisant tout pour rester dans la zone euro et donc en cautionnant le système que le peuple a dénoncé... Possible. On rappellera que Tsipras n'est pas tout à fait un patriote, ses positions sur l'immigration et l'aide à apporter aux migrants quand les Grecs sont sur la paille amène à ne pas lui faire grande confiance... Dans ce cas, le referendum aura servi de vieille lune, aura fait espérer, en vain, aux Grecs, que l'étau se desserre... Mais ce sera reculer pour mieux sauter, inévitablement. On le répétera, une

fois de plus, avec l'euro, on va droit dans le mur.

- **Le deuxième**, celui que nous préférons à *Résistance républicaine*, serait que, au lendemain du "non" des Grecs, Tsipras se heurte à la détermination de Merkel-Lagarde (Hollande compte pour du beurre) et décide d'aller jusqu'au bout en préparant la sortie de l'euro. Sa seule chance pour relancer l'économie est de dévaluer, et, pour cela, il doit retrouver la drachme. L'Islande, dans un scénario proche, même si le pays n'était pas aussi endetté, l'a fait et s'en est bien sorti, en ayant notamment dévalué la couronne, ce qu'elle n'aurait pu faire si elle avait fait partie de la zone euro.

http://www.lepoint.fr/debats/l-islande-une-nouvelle-utopia-26-02-2012-1435208_34.php

http://www.liberation.fr/economie/2013/02/08/l-islande-modele-de-sortie-de-crise_880163

Dans ce cas de figure, pourquoi ne pas rêver à un jeu de domino ? La sortie de la Grèce de l'euro amène des faillites bancaires dans d'autres pays européens et pousse un certain nombre d'Etats à suivre son exemple. Plusieurs pays étranglés par la dette et par le système coercitif de l'euro pourraient ainsi retrouver une monnaie nationale.

Dans ce cas, le credo d'une Europe fédérale et économique et politique exploserait littéralement en vol...

Adieu veau, vaches, cochons, couvée... Les peuples d'Europe à nouveau libres et souverains qui reconstruiraient et leur économie, et leur système monétaire, et les accords bi ou multi-nationaux dans le cadre d'une Europe ré-inventeraient une confédération européenne qui interdirait au plombier polonais ou aux salariés des Chantiers navals de venir prendre l'emploi des Français. Pour ceux qui l'ignorent, Bruxelles a autorisé les patrons à embaucher des travailleurs étrangers européens en payant les charges dans le pays d'origine, avec le prix fixé par le pays d'origine. Concurrence déloyale s'il

en est que la Commission européenne appelle "concurrence libre et non faussée..."

Dans ce cas de figure, est-il interdit de rêver et de penser que les peuples à nouveau souverains enverraient promener les banques, les prêteurs et toute la monnaie de singe qui fait que l'on vit sur une bombe depuis des années ?

Dans ce cas de figure, est-il interdit de rêver et de penser que les individus et les peuples, pleins de ressources, réinventeraient solidarité, culture de subsistance, marché noir, troc et compagnie pour repartir de zéro et créer un autre monde ? Utopique ? Voire...

- Le troisième, c'est que le refus de Tsipras d'accepter de nouvelles propositions et son impossibilité de rembourser les dettes de la Grèce plongent un certain nombre de banques européennes (entre autres) dans une crise grave.. A ce moment-là, le FMI exige des différents gouvernements européens qu'ils sauvent les banques en volant l'argent du Français moyen.

Nous rappelons que le FMI a prévu de ponctionner de 10 % le montant de votre épargne, 10% dans un premier temps...

<http://resistancerepublicaine.com/2014/votez-bien-apres-le-fmi-la-bundesbank-preconise-aussi-une-taxation-exceptionnelle-sur-lepargne/>

<http://resistancerepublicaine.com/2014/votre-epargne-sera-utilisee-pour-sauver-votre-banque-de-la-faillite/>

De là à imaginer, même, que le FMI aurait fait des offres inacceptables à la Grèce afin d'enclencher le système lui permettant de voler le Français moyen (entre autres), il n'y a qu'un pas, c'est une possibilité, parce qu'ils sont capables de tout.

Nous savons d'ailleurs que nos gouvernants, depuis quelques années, sont exaspérés de savoir que les Français

détiennent dans leurs différents bas de laine [10000 milliards d'euros](#)... Ils en rêvent et n'ont pas encore trouvé comment justifier la spoliation qu'ils souhaitent plus que tout. La crise grecque et le referendum grec pourraient leur en donner le prétexte...

Bref, le 5 juillet 2015, quitte ou double ? Stop ou Encore ?

La réponse appartient, au demeurant, non pas à Tsipras, non pas aux technocrates de Bruxelles, non pas à une Lagarde obéissant à Obama, mais aux peuples.

S'ils le veulent, ils pourront changer le monde. Ce sera dur. Mais quand on n'a plus grand chose à perdre...

Christine Tasin